



LES PAROLES ET LES ACTES

LA DETTE PUBLIQUE, un casse-tête pour de nombreux états, est un sujet d'actualité exploité par les médias, à tel point que tout le monde aura compris la menace qui pèse sur les administrations publiques qui perdent le contrôle de leur endettement : incapacité de payer les factures (salaires et caisses de pension des fonctionnaires, subventions et entretien des infrastructures).

LES PLANS D'AUSTÉRITÉ sont à la mode pour contrecarrer l'explosion de l'endettement. Les gouvernements de tous les bords politiques ont compris qu'il faudra économiser pour assainir la situation financière, ceci malgré la résistance féroce des milieux de gauche, trop longtemps habitués aux privilèges subventionnés et au gaspillage de l'argent public.

ET VERNIER DANS TOUT CELA ? Depuis bien des années, l'UDC tire la sonnette d'alarme face à l'augmentation constante de la dette verniolane. Depuis des années, la gauche confortablement installée au pouvoir, se moque de nos mises en garde, et, depuis des années, les élus de gauche passent leur temps à inventer de nouvelles dépenses. Les **PAROLES** du nouveau magistrat libéral, vont-elles renverser la tendance ? Souvenez-vous, qu'il nous a fait rêver d'une gestion saine des finances communales, d'une diminution de la dette et des impôts. Quels seront les **ACTES** pour atteindre ce but ? La nouvelle majorité rose-verte nous a donné un exemple de sa « vision » économique pour la prochaine législature, en votant un crédit de 850'000 francs en allocations destinées à soutenir les familles verniolanes alors même que le Grand Conseil venait de voter également une augmentation des allocations familiales ! Avons-nous les moyens pour une telle générosité ? Comment assainir nos finances si une majorité politique continue à gonfler les dépenses ? Nous attendons des réponses lors du budget 2012.

Sensible aux charges qui alourdissent le budget des familles, l'UDC est passé aux **ACTES** pour soutenir les familles, sans créer de nouvelles subventions, allocations et autres aides sociales. L'UDC s'engage clairement pour le renforcement de la famille en Suisse. Le 12 juillet 2011, l'UDC a déposé l'initiative populaire fédérale pour l'allègement fiscal des familles avec enfants avec 113'001 signatures. Les parents qui choisissent de garder eux-mêmes leurs enfants doivent bénéficier des mêmes déductions fiscales que les familles qui confient la garde de leurs enfants à des tiers. Opposée à l'étatisation des familles avec enfant, l'UDC soutient le libre choix et la responsabilité individuelle des parents dans l'éducation des enfants.

Ruth Kaelin,
ancienne Conseillère municipale

**Elections au Conseil national du 23 octobre 2011
Votez la liste UDC - Union Démocratique de Centre No 9**